

Brochure n° 3332

Convention collective nationale

IDCC : 2564. – **VÉTÉRINAIRES**
(Praticiens salariés)

■ *Journal officiel* du 29 avril 2009

Arrêté du 21 avril 2009 portant extension d'avenants à la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés (n° 2564)

NOR : MTST0909141A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2006 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 7 octobre 2008, portant extension de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006 ;

Vu l'avenant n° 8 du 6 octobre 2008 relatif aux préavis de licenciement à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 9 du 6 octobre 2008 relatif aux indemnités de licenciement à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 11 du 6 octobre 2008 relatif à la valeur du point et à la majoration des heures supplémentaires ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 21 février 2009 et 13 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 17 avril 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés du 31 janvier 2006, les dispositions de :

- l'avenant n° 8 du 6 octobre 2008, relatif aux préavis de licenciement, à la convention collective susvisée ;
- l'avenant n° 9 du 6 octobre 2008, relatif aux indemnités de licenciement, à la convention collective susvisée ;
- l'avenant n° 11 du 6 octobre 2008, relatif à la valeur du point et à la majoration des heures supplémentaires, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail aux termes desquelles la négociation annuelle obligatoire sur les salaires vise également à définir et à programmer au niveau de la branche les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Le deuxième paragraphe est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 3121-25 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 avril 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBRELLE

Nota. – Les avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.